

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 place République  
28000 Chartres

Chartres, le 10/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**MANG Gérard**

16 route de Chartres  
28500 VERNOUILLET

Références : 0010000278/RAPVI/IC220283

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement MANG Gérard implanté 16 route de Chartres 28500 VERNOUILLET. L'inspection a été annoncée le 06/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de la cessation d'activité du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANG Gérard
- 16 route de Chartres 28500 VERNOUILLET
- Code AIOT dans GUN : 0010000278
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation, modifié, du 29 septembre 1964 pour une installation de fabrication de matériels électriques. Par courrier du 8 février 2011, l'exploitant a transmis une mise à jour de sa situation administrative indiquant que ses activités soumises au régime de l'autorisation ont été arrêtées dans les années 1985 et qu'il n'a maintenu sur site que des activités soumises au régime de la déclaration.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation d'activité du site ;
- Mise en sécurité du site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2022, article R.512-39-1	/	Sans objet
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2022, article R.512-39-2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2022, article R.512-39-1	/	Sans objet
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2022, article R.512-39-3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le jour de l'inspection il a été constaté l'absence d'activité. Il a également été constaté la présence de déchets non-dangereux, la présence d'installations électriques sous tension accessible et l'absence de clôture sur une partie du site.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2022, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration de cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Par courrier du 8 février 2011, l'exploitant a indiqué la cessation de ses activités soumises au régime de l'autorisation faisant passer le site du régime de l'autorisation au régime de la déclaration.  Dans ce courrier l'exploitant indique que les activités classées sous le régime de l'autorisation ont cessées en 1985.  Par courrier du 11 août 2011, il a été demandé à l'exploitant de réaliser sa cessation d'activité dans les formes de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.  Ce courrier est resté sans réponse de la part de l'exploitant.  Selon l'exploitant des activités classées sous le régime de la déclaration ont été exploitées jusqu'en 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2022, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en sécurité du site
<b>Prescription contrôlée :</b> La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
<b>Constats :</b> L'intégralité des déchets ou produits n'ont pas été évacués du site. De plus, le site n'est pas entièrement clôturé.
<b>Observations :</b> Le jour de l'inspection il n'a pas été constaté la présence de produits ou déchets dangereux.  Il a été constaté qu'une partie de la clôture qui sépare le site d'une salle de spectacle (propriété de la communauté de commune) a été supprimée. L'exploitant indique qu'il a autorisé la communauté de commune d'utiliser son site pour entreposer des lampadaires (travaux en cours) et que l'enlèvement de la clôture a été réalisé pour faciliter l'accès au site pour les agents de la communauté de commune. L'exploitant indique qu'il y a un gardien qui s'occupe de la salle de spectacle et que l'accès au site par l'intermédiaire de la clôture manquante ne peut se faire que par le terrain de la salle de spectacle.  L'exploitant a indiqué que le gaz a été coupé sur le site.  Lors de l'inspection il a été constaté la présence de déchets (bois notamment) non-dangereux présents sur le site et entreposés dans des hangars orientés vers la salle de spectacle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2022, article R.512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en sécurité du site
<b>Prescription contrôlée :</b> En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas placé le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, en effet, des installations électriques sous tension sont accessibles à l'intérieur du site.
<b>Observations :</b> Le jour de l'inspection il a été constaté qu'il est possible d'accéder (absence de porte de fermeture) à un local contenant des installations électriques sous tension.  De plus, il a été constaté que le site a été visité (bris de vitre etc).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2022, article R.512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Evaluation de la compatibilité du site avec l'usage
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis un diagnostic de pollution par mail du 6 avril 2022.  Le document est en cours d'instruction par la DREAL et fera l'objet d'un rapport distinct statuant sur sa conformité avec l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet